

Premier rapport du Haut Conseil pour le Climat

Officialisé le 14 mai 2019, suite au Grand Débat d'avril, cette nouvelle instance auprès du Premier Ministre a été créée peu avant la COP24, au moment de la Programmation Pluri-annuelle de l'Énergie. Elle est présidée par Corinne Le Quere

. Cet organisme se veut indépendant, et le moins que l'on puisse dire est que le gouvernement risque de s'en mordre les doigts. En effet, dans ce premier rapport fort attendu, Le Haut Conseil n'a pas été tendre avec les politiques gouvernementales passées et présentes. Quatre points ont été critiqués, et non des moindres. Qu'on en juge :

- Les engagements de la France pour la lutte contre le changement climatique sont insuffisants.
- Les objectifs visant la neutralité carbone en 2050 ne prennent pas la bonne direction : le premier budget est dépassé de 3.5% (2015-2018), et les émissions de CO2 ont diminué trop faiblement de 1.1%, alors qu'on espérait 1.9%.
- Le budget carbone est mal défini : pas plus les transports aériens (5% de la production de CO2) que les émissions nettes importées (tous objets de consommation française manufacturés à l'étranger, 60% en 2015) n'y sont inclus.
- Les changements structurels sont notablement insuffisants : l'électrification des transports est en retard, retard également dans l'élimination des chauffages carbonés, maigre performance dans la rénovation des bâtiments, les locations du parc privé sont majoritairement des passoires énergétiques, enfin dans le secteur énergétique, la consommation de pétrole baisse deux fois trop lentement, la consommation de gaz continue d'augmenter, seul le charbon répond à nos attentes, quant aux énergies renouvelables, leur déploiement n'est que partiellement atteint.

En conclusion, ce premier rapport incisif pointe le manque d'investissements pour le climat (41.4 milliards d'€ en 2018), singulièrement dans les transports, le bâtiment, l'énergie. Il demande de réévaluer l'action publique, comme d'imposer de rechercher toujours un objectif «bas carbone» y compris pour des Lois hors climat. Il préconise d'augmenter les taxes carbonées, à condition de les précéder de mesures correctrices comme les primes à la conversion énergétique calculées en fonction des revenus, et afin de ne pas heurter les porteurs de Gilets Jaunes. Enfin il propose de supprimer toutes formes de subventions aux énergies fossiles (6 milliards d'€ en 2017), notamment sous forme d'exonérations fiscales dans les transports routiers. D'où l'idée du ferroutage.

A mon sens, du fait que la croissance du PIB est en lien étroit avec la production de CO2, si l'on veut vraiment diminuer celle-ci en France, cela ne peut passer que par la décroissance, c'est-à-dire la constriction de notre économie. Elle ne pourra se faire que si l'ensemble des pays suivent cet exemple. Je doute que l'économie américaine y soit prête, tout comme celles des pays émergents comme les BRICS (Brasil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). C'est pourquoi l'avenir ne saurait être vu avec optimisme.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
Source: France Info TV